

## CE MONDE QUI BOUGE

Palestine, cette génération  
née après les accords d'Oslo

Les regards sont tellement braqués sur ce qui se passe en Syrie depuis maintenant plus de quatre ans, ainsi qu'en Irak, qu'on a failli oublier le drame que vivent les Palestiniens depuis 1967. Mais voilà, la Cisjordanie et Jérusalem se sont de nouveau embrasés. Une nouvelle génération de jeunes Palestiniens, dont pour la première fois de jeunes Palestiniennes, née après les accords d'Oslo, est venue rappeler à Benyamin Netanyahu et à ses protecteurs américains que la crise palestinienne n'est pas finie, que le conflit syrien ne pouvait indéfiniment servir d'écran à la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens occupés.

Pour Israël, le chaos syrien, qui a débordé en Irak et maintenant en Turquie, est tombé à point nommé. Pendant que des «Arabes» et des «musulmans» venus d'autres contrées non-arabes s'entretuaient, que les Saoudiens et leurs alliés du Golfe levaient des fonds et des armées pour aller faire la guerre par procuration contre les chiïtes en Syrie et au Yémen et non pour libérer la Palestine, les Palestiniens avaient du mal à se faire entendre. Ils devenaient de plus en plus inaudibles. Et quand ils interpellaient Washington et ses alliés sur le problème palestinien, ces derniers leur répondaient gentiment que la priorité des priorités était d'éteindre l'incendie en Syrie. Un incendie qu'Israël, soit dit en passant, alimente ouvertement. Sur ordre de Netanyahu, des hôpitaux militaires de campagne ont été mis en place de l'autre côté du Golan occupé. La presse et les télévisions israéliennes ont effectué des reportages sur ces combattants barbus syriens du Front al-Nosra (la branche syrienne d'al-Qaïda) et d'Ahrar Cham soignés en Israël. Mieux, l'armée israélienne a ouvert le feu plusieurs fois sur les forces syriennes sous prétexte qu'elles s'étaient rapprochées de la «frontière» et qu'elles constituaient une menace pour Israël. Mais depuis l'intervention russe en Syrie, Israël a cessé de bombarder les positions syriennes ou d'abattre les hélicoptères de l'armée de Bachar.

C'est que Poutine a averti Netanyahu qu'il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Revenons à la Palestine et constatons donc que cette nouvelle génération a réussi en quelques jours à remettre au centre de l'actualité la question palestinienne qui reste, qu'on le veuille ou non, au cœur de la crise proche-orientale. Et ce, en se rappelant au souvenir des grandes puissances mais surtout des pétromonarchies du Golfe. Voilà donc ces dernières rattrapées par la question palestinienne. Vont-elles encore une fois proposer un sommet des chefs d'Etat arabes afin de donner le change et faire croire qu'elles se préoccupent encore du sort des Palestiniens dont on sait qu'elles se moquent ? Ou joueront-elles la montre en escomptant que les jeunes palestiniens finiront par plier sous la répression israélienne ?

Ce qui est sûr, dans ce Moyen-Orient «compliqué» (dixit le général de Gaulle), rien n'est joué d'avance et rien ne sert de tirer des plans sur la comète. Regardez l'Egypte et l'Iran. Qui aurait pensé, après l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, bénéficiant du soutien de la Turquie et du Qatar mais surtout de Hilary Clinton alors aux commandes du département d'Etat américain, qu'à la suite d'un soulèvement populaire que personne ne croyait possible, le général Sissi allait déchoir le Président islamiste Mohamed Morsi ? Et ce, quoi qu'on pense de la manière plus qu'autoritaire avec laquelle le Président Sissi gère son pays et réprime l'opposition démocratique au nom de la lutte antiterroriste. Et concernant l'Iran, qui aurait pensé possible la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien qui a finalement permis à Téhéran d'effectuer un retour en force sur la scène moyen-orientale, au grand dam des Saoudiens et de leurs alliés du Golfe qui ont tout fait pour convaincre Washington de ne pas signer cet accord ?

H. Z.

Par Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.com

## SYRIE

Visite surprise d'Assad à Moscou  
avant une rencontre Kerry-Lavrov

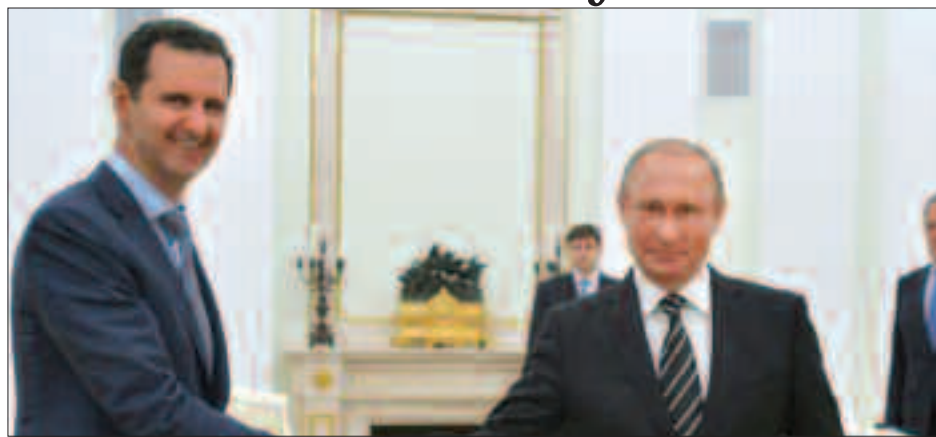
Le Président syrien Bachar Al-Assad a effectué une visite surprise à Moscou, sa première sortie officielle de son pays depuis le début de la guerre civile, pour remercier l'allié russe de son engagement militaire auprès de ses troupes face aux rebelles.

Quelques heures après cette visite, Moscou annonçait une rencontre quadripartite vendredi à Vienne axée sur ce conflit entre les chefs de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, américain John Kerry, saoudien Adel Al-Jubeir et turc Feridun Sinirlioglu, ces trois derniers étant des farouches opposants à M. Assad.

Le séjour de M. Assad, rentré mardi soir à Damas, n'a été annoncé par le Kremlin que mercredi une fois qu'il avait quitté la Russie où il a rencontré le Président Vladimir Poutine et d'autres responsables russes. Il est intervenu alors que la campagne de l'aviation russe entrait dans sa quatrième semaine.

La rencontre Poutine-Assad sonne comme un rappel : le Kremlin est plus déterminé que jamais à soutenir son allié alors que la question d'un éventuel départ du pouvoir de M. Assad n'a pas été évoquée.

Elle risque surtout de faire grincer des dents parmi les détracteurs de M. Assad, notamment en Occident et en Turquie où l'appui militaire russe et politique au régime syrien n'a cessé d'être dénoncé. D'ailleurs le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a répété hier qu'une éventuelle transition politique devait nécessairement être une «formule qui garantisse le départ» de M. Assad. Durant sa visite mardi à Moscou, M. Assad, souriant et visiblement détendu, a chaleureusement



Le président Bachar Al-Assad et son homologue russe Vladimir Poutine.

remercié M. Poutine pour son «aide».

«Le terrorisme qui s'est répandu dans la région aurait gagné encore plus de terrain s'il n'y avait pas eu vos actions (militaires) et votre décision» d'intervenir le 30 septembre, a-t-il dit.

Outre leur rencontre, les deux hommes ont dîné, entourés des plus hauts responsables sécuritaires russes dont le ministre de la Défense Sergueï Choïgou et le chef du Conseil de sécurité russe Nikolaï Patrouchev.

«A votre demande, nous avons apporté une aide précieuse au peuple syrien dans sa lutte contre le terrorisme», a déclaré M. Poutine. Les deux dirigeants ont également souligné qu'un «processus politique» devait succéder aux opérations militaires. A Vladimir Poutine qui assurait que la Russie est prête «à faire tout (son) possible non seulement dans la lutte antiterroriste, mais aussi dans le processus politique», M. Assad a répondu que «tout acte militaire doit être suivi par des mesures politiques».

Pour le dirigeant russe, un règlement politique n'est possible qu'avec la participation de toutes les forces politiques, ethniques et religieuses du pays, et le dernier mot doit «revenir au

peuple syrien». A Damas, la présidence syrienne a indiqué que M. Poutine avait informé M. Assad «qu'il s'entretiendrait avec les puissances internationales afin d'aboutir à une solution politique tout en combattant le terrorisme».

M. Poutine, qui avait évoqué le risque de voir les «terroristes» venir en Russie pour justifier les frappes, a répété son inquiétude de voir «au moins 4 000 combattants issus des ex-républiques soviétiques se battre contre les troupes gouvernementales syriennes».

Les groupes terroristes en Syrie, principalement l'organisation Etat islamique (Daesh) et le Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, comptent des milliers de combattants étrangers.

Sur le terrain, l'armée russe a annoncé mardi avoir bombardé 83 cibles terroristes en Syrie les dernières 24 heures. Les avions russes, qui ont fait 46 sorties, ont frappé des positions dans les provinces d'Idlib (nord-ouest), d'Alep (nord-ouest), de Deir Ezzor (est), de Damas et de Hama (centre), selon un communiqué du ministère russe de la Défense.

Selon le ministère, un atelier de fabrication d'obus et un dépôt d'explosifs du

Front al-Nosra ont notamment été détruits près d'Alep. Près de Khan Cheikhoun, dans la province de Hama, un Su-25 a également frappé un camp d'entraînement du Front al-Nosra, détruisant des dépôts et plusieurs véhicules, selon la même source.

L'armée russe a également bombardé un poste de commandement de Daesh situé sur une montagne dans la province d'Idlib, depuis lequel les terroristes ajustaient leurs tirs de mortier, ainsi qu'un point de rassemblement près de Sarmine, à 270 km au nord de Damas. Depuis le 30 septembre, l'aviation russe affirme frapper quotidiennement des dizaines de cibles terroristes en Syrie, sur demande du gouvernement syrien, dont la Russie est le principal allié.

Les Occidentaux l'accusent pour leur part de viser quasi-exclusivement des provinces où les forces gouvernementales mènent des offensives contre l'opposition considérée comme modérée, et où Daesh n'est pas présent.

Les médias occidentaux essayent même de minimiser l'impact de ces frappes malgré les avancées notables des troupes syriennes sur le terrain.

## IRAK

La coalition au pouvoir demande au Premier ministre  
de demander à la Russie un appui aérien

La coalition au pouvoir en Irak et les milices qui la soutiennent sur le terrain ont exhorté le Premier ministre Haïdar Al-Abadi à solliciter l'appui aérien de la Russie contre l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daesh), ont déclaré hier des membres de la coalition.

M. Al-Abadi a déclaré le 1<sup>er</sup> octobre dernier, le jour même où le général Dunford succédait au général Martin Dempsey, qu'il verrait d'un bon œil des frappes aériennes russes contre Daesh.

Toutefois, chef d'état-major de l'armée américaine, le général Joseph Dunford a dit lors de sa visite mardi à

Baghdad que les Etats-Unis avaient obtenu du gouvernement irakien qu'aucune demande en ce sens ne serait faite.

«Les responsables américains ont pris contact avec Abadi et il n'a pas demandé de frappes aériennes russes», a affirmé l'officier.

De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, cité par l'agence Ria Novosti, a déclaré que Moscou était au courant quant aux déclarations de Baghdad portant sur la participation des forces aériennes russes dans la lutte antiterroriste sur le sol irakien, mais la Russie n'avait reçu aucune demande officielle à ce sujet.

A la demande du gouvernement de Damas, Moscou a lancé début octobre des raids contre la rébellion en Syrie, ce qui a considérablement modifié la

donne dans la région, où les Etats-Unis mènent depuis août 2014 une campagne de frappes aériennes contre Daesh.

Un nouveau centre de partage de renseignements entre Irakiens, Syriens, Russes et Iraniens a également été mis en place à Baghdad.

Dans l'avion le transportant vers Erbil, la capitale du Kurdistan autonome irakien où il a atterri mardi, le général Dunford a dit que le principal objectif de sa visite était de recueillir des informations sur le terrain et faire le point sur la lutte contre Daesh.

Les troupes américaines et leurs alliés effectuent depuis août 2014, sans résultats notables, des frappes aériennes sur des positions de Daesh en Irak, et depuis septembre 2014, ils bombardent les terroristes en Syrie.